

**Massacre du 17 octobre 1961, reconnaissance
du crime d'État
Rassemblement vendredi 17 octobre à
Montpellier
Pont Zuccarelli à 18H (Tram : station Moularès)**

Le crime d'État que constitue, à la fin de la guerre d'Algérie, le massacre du 17 octobre 1961, en plein Paris, de plusieurs centaines d'Algériens qui refusaient d'obéir à un couvre-feu discriminatoire et anticonstitutionnel, a été nié et dissimulé par le pouvoir politique en France pendant une trentaine d'années. Cet événement n'a commencé à émerger dans la mémoire collective qu'au milieu des années 1980 et il est l'objet depuis, dans toute la France, de commémorations de plus en plus nombreuses. Pourtant, malgré un communiqué du président François Hollande, en octobre 2012, et un geste du président Emmanuel Macron, en octobre 2021, sa pleine reconnaissance comme crime d'État n'est toujours pas intervenue.

Nous vous invitons sur le pont Zuccarelli à Montpellier le vendredi 17 octobre 2025, à 18h, pour exiger la pleine reconnaissance de ce sombre épisode de notre passé colonial.

Signataires :

L'Assosiation France Palestine Solidarité 34 (AFPS), les Amis de Jean-Luc Einaudi, l'Association Nationale des pieds Noirs Progressistes et leurs Amis (ANPNPA), Ceini Hnyei Kanaky, Coup de Soleil, Les Écologistes de Montpellier (EELV), FSU 34, Gauche Écosocialiste, Identité et Partage, Institut d'Histoire Sociale CGT, la Ligue des Droits de l'Homme de Montpellier (LDH), Le Mouvement de la Paix, Le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples de Montpellier (MRAP), Rencontres Marx, Réseau Université Sans Frontière 34, L'Union des Juifs Française pour la Paix 34 (UJFP), L'Union Locale CGT DE Montpellier.

La Mairie a accepté à cette occasion de poser une plaque mémorielle dénonçant ce crime d'État avec l'inscription suivante : *" A la mémoire des Algériens tués lors de la sanglante répression de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961. Ce crime d'État est inexcusable pour la République ».*